



N°1

Juillet 2020

L'installation des jeunes en agriculture irriguée au Maghreb et en Thaïlande: des trajectoires diversifiées qui rencontrent ponctuellement les politiques publiques

Nicolas Faysse¹, Zakaria Kadiri², Zhour Bouzidi³, Hichem Amichi⁴, Kassirin Phiboon⁵

¹ G-Eau, Cirad, Montpellier Université, Montpellier et Institut National Agronomique de Tunisie ;

² Université Hassan II, Casablanca ; ³ Université Moulay Ismaïl, Meknès ; ⁴ Ecole d'ingénieurs de Purpan, Toulouse ; ⁵ Sustainable Agriculture Foundation, Bangkok.

L'insertion des jeunes dans le secteur agricole est un enjeu de plus en plus mis en avant dans de nombreux pays émergents. Des recherches ont été menées au Maghreb et en Thaïlande sur cette insertion. Elles ont porté sur les aspirations des jeunes, les contraintes que rencontrent les jeunes dans l'accès aux ressources nécessaires à leur installation, les stratégies qu'ils mettent en place pour lever ces contraintes et dans quelle mesure ils reçoivent des soutiens de dispositifs publics.

Au Maghreb comme en Thaïlande, de nombreux jeunes se projettent et s'engagent dans l'agriculture selon des modalités très diversifiées. Cependant, les contraintes qu'ils rencontrent, notamment l'accès aux ressources productives, limitent leur capacité de pratiquer l'agriculture à laquelle ils aspirent ; une agriculture qu'ils perçoivent comme différente de celles de la génération précédente, et qui serait plus innovante et plus rémunératrice. Les initiatives développées par les jeunes s'opèrent souvent de manière informelle et ne rencontrent que rarement et ponctuellement les dispositifs publics de soutien.

Accompagner l'installation d'une nouvelle génération en agriculture nécessitera des moyens plus importants que ceux actuellement alloués, notamment dans le cadre de politiques publiques spécifiques de soutien. Cela nécessitera aussi de mieux prendre en considération la diversité des profils et des aspirations des jeunes – ce qui pourra se faire notamment par le biais d'une participation accrue de ces jeunes à la conception des dispositifs d'accompagnement.

La question du manque d'engagement des jeunes dans le secteur agricole prend de l'importance dans de nombreux pays émergents. Dans ces pays, et à des degrés divers, les jeunes ruraux ont la possibilité de choisir entre s'engager dans des activités non-agricoles, dans le rural ou dans le monde urbain, ou bien de s'engager en agriculture (ces choix n'étant d'ailleurs pas uniques car les jeunes ruraux sont souvent pluriactifs). L'engagement en agriculture peut se faire selon différentes modalités : travail au sein de l'exploitation familiale, ouvrier agricole, employé ou créateur d'une entreprise de services agricoles ou de transformation agroalimentaire, ou création d'exploitation agricole (en ferme de plus souvent).

Des politiques publiques se mettent en place afin d'accompagner l'installation des jeunes en agriculture. Ces politiques prennent progressivement de l'ampleur, notamment en Asie du Sud-Est (FFTC-RDA, 2014) ou en Amérique Latine (Barcellos, 2017 ; Vargas Winstanley, 2018). Au Maroc, une nouvelle stratégie agricole, qui met l'installation des

jeunes au cœur de ses objectifs, a été lancée en 2020.

Malgré l'importance de cette question dans les pays émergents, les études caractérisant les différentes trajectoires de jeunes s'installant en agriculture restent rares. Différentes recherches ont été menées au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Thaïlande sur comment les jeunes s'insèrent dans le monde agricole et globalement dans les territoires ruraux : leurs aspirations, leurs façons de s'installer, les contraintes auxquelles ils font face quand ils cherchent à s'installer en agriculture, la façon dont ils accèdent aux ressources productives (en particulier à l'eau et au foncier), et enfin leurs rapports aux opportunités de soutien proposées par les politiques publiques. Ces recherches ont fait l'objet de numéros spéciaux dans les revues *Cahiers Agricultures* et *Alternatives Rurales* en 2015 et dans *Outlook on Agriculture* en 2019.

Ces recherches ont principalement eu lieu dans des zones irriguées en Thaïlande et au Maghreb¹. Dans ces zones, de nombreux agriculteurs réussissent à vivre de l'agriculture

¹ Nous limitons ici l'usage de ce terme au Maroc, à l'Algérie et à la Tunisie.

d'une façon que les jeunes peuvent estimer comme acceptable voire satisfaisante. Ces zones ne sont pas représentatives de l'ensemble des quatre pays. Dans chacun de ces pays, il existe des régions où les opportunités de développement agricole sont faibles et où les jeunes, lorsqu'ils restent, s'installent dans d'autres secteurs (par exemple le tourisme).

Les pays du Maghreb et la Thaïlande représentent des situations bien distinctes en ce qui concerne l'engagement des jeunes en agriculture et la façon dont cet engagement est vu comme un enjeu de politique publique. La Thaïlande est un exemple marquant des pays en Asie où les jeunes ruraux ont, relativement à d'autres régions du monde, un accès plus facile à des emplois hors secteur agricole (IFAD, 2019, p. 175). La baisse de l'engagement des jeunes en agriculture est particulièrement marquée en Thaïlande au niveau national, avec cependant des différences très fortes selon les filières agricoles (Faysse, 2019 ; Faysse et al., 2020).

Les raisons généralement avancées pour cette baisse de l'engagement des jeunes dans l'agriculture sont non seulement la disponibilité des emplois non agricoles, mais aussi le manque de progression des revenus dans de nombreuses petites exploitations. Le vieillissement rapide de la population agricole dans certaines régions pourrait fortement fragiliser des secteurs importants de l'agriculture thaïe dans le futur (Rigg et al., 2018). La stratégie de développement agricole 2017-2036 envisage l'installation des jeunes en agriculture comme un élément important pour assurer une pérennité de la production agricole nationale, mais aussi pour maintenir une vie économique et sociale dans les zones rurales (Faysse et al., 2019).

Au Maghreb, offrir des opportunités d'emploi pour les jeunes dans le secteur agricole a été longtemps vu avant tout comme un moyen de limiter l'exode rural. En effet, pour les jeunes ruraux du Maghreb, les opportunités d'emploi

non agricoles (en zone urbaine ou rurale) ont été et restent moindres qu'en Thaïlande. Les débats publics commencent à mentionner le manque d'engagement des jeunes en agriculture comme un problème pour le secteur agricole lui-même (Kechiche, 2019). Cependant, ces débats restent encore insuffisamment adossés à une évaluation documentée de l'engagement des jeunes en agriculture. Une telle évaluation est rendue difficile du fait de l'absence de statistiques faites à intervalle de temps constant de l'évolution du nombre et de la structure des exploitations agricoles. Cette évaluation aurait de plus à prendre en compte que de nombreux jeunes s'engagent à temps partiel en agriculture, notamment dans les exploitations familiales.

Comprendre les aspirations et les trajectoires des jeunes au Maghreb et en Thaïlande

Les travaux de recherche au Maghreb et en Thaïlande ont abordé quatre grands axes. Le premier axe a porté sur **les aspirations des jeunes**, et en particulier leurs projets de vie compte tenu de leurs situations (Bossenbroek et al., 2015). Ces études ont aussi porté sur leur intérêt pour s'engager dans l'agriculture si de meilleures conditions étaient possibles, notamment grâce à des politiques publiques (Filloux et al., 2019 ; Ruiz Salvago et al., 2019).

Le second axe a porté sur **la diversité des trajectoires d'insertion économique et sociale de ces jeunes, en identifiant les stratégies que les jeunes mettent en place pour obtenir les ressources** (notamment foncier, capital, eau, connaissances techniques) nécessaires à leur installation en agriculture (Amichi et al., 2015b ; Ftouhi et al., 2015b ; Hamamouche et al., 2015 ; Naouri et al., 2015).

Le troisième axe a analysé dans **quelle mesure et comment les jeunes interagissent avec les dispositifs publics de développement agricole et rural** (Bouzidi et al., 2015a ; Abdellaoui et al.,

2015). Ceci a inclus l'analyse des effets à long terme de la participation des jeunes à ces dispositifs (Gharbi et al., 2018) et l'analyse du point de vue des jeunes et d'autres acteurs, sur les politiques publiques pertinentes pour les aider dans leurs projets agricoles (Faysse et al., 2019).

Le quatrième axe a porté sur *l'insertion des jeunes dans la gouvernance des territoires ruraux*, notamment leur implication dans les collectivités locales et leur engagement dans les ONG et organisations collectives, qu'elles soient de production ou de développement rural de façon plus large (Ftouhi et al., 2016 ; Ftouhi et al., 2020 ; Kadiri et al., 2015a).

Pour ce faire, ces travaux ont mobilisé des enquêtes quantitatives (d'une trentaine à 180 personnes) et des entretiens détaillés, auprès des jeunes et d'autres acteurs (par exemple des acteurs d'institutions de développement agricole). Ces enquêtes et entretiens ont pris en compte le fait que les termes « jeunes » et « l'installation en agriculture » recouvrent des réalités complexes. D'une part, la catégorie même des jeunes est construite à chaque fois localement et a des contours flexibles. D'autre part, de nombreux jeunes sont mobiles, parce qu'aucune des activités qui leur sont accessibles leur assure un revenu suffisant et permanent, ou parce que les jeunes veulent limiter les risques associés à chaque activité. Du fait de mobilités fréquentes entre zones rurales et urbaines et de leur pluriactivité, les formes d'engagement des jeunes en agriculture sont très diversifiées (Ftouhi et al., 2019).

L'engagement en agriculture comme projet de vie

En Thaïlande comme au Maghreb, ces travaux montrent que, dans les zones irriguées étudiées, **de nombreux jeunes ne rejettent pas l'agriculture en soi, et souhaitent construire un projet de vie fondé sur l'agriculture** (Ftouhi et al., 2015b ; Ruiz-Salvago et al., 2019). Ce

constat rejoint des observations réalisées dans d'autres régions du monde où l'agriculture peut être rémunératrice, par exemple en Ethiopie (Sakketa, 2018) et en Europe (Zagata and Sutherland, 2015).

En Thaïlande, il n'y pas de différence marquée entre jeunes femmes et jeunes hommes quant à leurs aspirations à s'installer en agriculture et aux contraintes auxquelles elles et ils font face (Ruiz-Salvago et al., 2019 ; Phiboon et al., 2019). Au Maghreb, l'autonomisation des jeunes femmes dans l'exploitation agricole familiale reste souvent difficile en raison d'un accès au foncier et d'une reconnaissance sociale privilégiant les jeunes hommes. Ceci conduit les jeunes femmes à chercher un travail rémunéré en dehors de l'exploitation familiale quand elles le peuvent (Bossenbroek et al., 2015 ; Ftouhi et al., 2015b). De nombreuses femmes se sont engagées comme ouvrières agricoles ces vingt dernières années, permettant une autonomisation économique réelle mais limitée (Bossenbroek, 2019 ; Bossenbroek et Ait Mous, 2016 ; Bouzidi et al., 2011).

De nombreux jeunes ruraux sont motivés par développer à court ou moyen terme leurs propres exploitations agricoles. Leurs motivations sont diverses : l'autonomie économique, mais aussi une reconnaissance sociale (Bouzidi et al., 2015a ; Quarouch et al., 2015) ou le souhait de s'engager dans une agriculture durable (Phiboon et al., 2019).

Les jeunes enquêtés au Maghreb et en Thaïlande souhaitent en général développer des exploitations innovantes et entrepreneuriales, en termes de techniques de production et de cultures, et en privilégiant une approche intensive en savoir et nécessitant souvent des capitaux. Les enfants d'agriculteurs affichent souvent une volonté de conduire ces exploitations différemment de leurs parents (Amichi et al., 2015a ; Ruiz-Salvago et al., 2019 ; Filloux et al., 2019 ; Faysse et al., 2015).

Ces jeunes mettent en avant l'objectif de tirer un revenu suffisant de leur activité agricole, mais aussi l'envie de pouvoir gérer les risques : ceux liés à la production agricole, et ceux en termes de santé, d'où leur souhait de bénéficier d'une sécurité sociale (Faysse et al., 2019). Ces jeunes préfèrent ainsi développer l'irrigation, à la fois pour produire des cultures à haute valeur ajoutée et pour diminuer les risques climatiques.

Des stratégies pour résoudre les contraintes rencontrées

Au Maghreb comme en Thaïlande, les jeunes font face à des nombreuses difficultés pour s'installer en agriculture, notamment en termes d'accès au foncier, au capital, à l'information, et aux dispositifs publics d'aide au secteur agricole (Bouzidi et al., 2015a ; Phiboon et al., 2019). Ils développent au cas par cas, en fonction des ressources disponibles pour eux et dans leurs réseaux sociaux, des stratégies pour résoudre ces difficultés.

Les jeunes qui souhaitent avoir leur propre exploitation ont peu d'opportunités d'assurer un accès pérenne et formel à la terre. Ils ont recours souvent à de la location avec des contrats de court terme, ce qui réduit leur capacité d'installer des exploitations innovantes et intensives en capital (Amichi et al., 2015b). Certains s'installent en partenariat avec des propriétaires d'exploitation agricole. D'autres préfèrent développer des activités qui ne demandent pas d'accès à la terre (par exemple, l'apiculture ou la commercialisation de produits agricoles, Bouzidi et al., 2015b).

Par ailleurs, les jeunes ruraux au Maghreb ont parfois des difficultés à s'émanciper de la tutelle des aînés. Cela concerne leur rôle dans la prise de décisions au niveau d'exploitations agricoles aux mains des parents ainsi que par rapport à des notables fortement ancrés localement (Bossenbroek et al., 2015 ; Kadiri et al., 2015b). En Thaïlande, les jeunes diplômés souhaitant commencer en agriculture font face

aux questionnements de leurs parents et des autres membres de leur village, qui ne comprennent pas qu'être agriculteur puisse être un projet de vie lorsqu'on a des diplômes (Phiboon et al., 2019).

Enfin, pour certains jeunes, le développement d'un projet d'exploitation agricole se complémente d'un investissement – notamment comme leader – dans la vie de leurs communautés, ou bien au niveau de collectifs de jeunes (Kadiri et al., 2015a et b ; Aroussi Bachari et al., 2015 ; Phiboon et al., 2019). Le secteur associatif et le leadership politique permettent de favoriser la reconnaissance de ces jeunes à la fois par l'Etat et par les communautés.

Les trajectoires des jeunes pour s'installer en agriculture sont souvent longues et fragiles. En Thaïlande, les jeunes intéressés par s'installer en agriculture planifient une trajectoire d'acquisition des ressources nécessaires à l'installation (apprentissage dans d'autres exploitations, acquisition progressive d'un capital initial, Filloux et al., 2019). De plus, les stratégies que les jeunes mettent en œuvre pour s'installer en agriculture ne sont pas toujours réussies (Bouzidi et al., 2015b ; Gharbi et al., 2018) et plusieurs des contraintes à l'installation semblent tellement fortes que des jeunes préfèrent ne pas même considérer un futur engagement en agriculture (Amichi et al., 2015a ; Ruiz-Salvago et al., 2019).

Des rencontres ponctuelles avec les politiques publiques

Au Maghreb, des jeunes ont pu bénéficier d'un appui conséquent pour des projets agricoles individuels ou collectifs, mais ces appuis ont eu lieu dans le cadre de projets limités dans le temps et ont concerné un nombre limité de bénéficiaires (Abdellaoui et al., 2015 ; Bouzidi et al., 2015b ; Ftouhi et al., 2015a). Certains jeunes réussissent parfois à obtenir un appui dans le cadre de politiques publiques non spécifiquement dirigées vers les jeunes

(Bouzidi et al., 2015b ; Abdellaoui et al., 2015 ; Quarouch et al., 2015). Cependant, de façon générale, les jeunes développent des exploitations qui opèrent fortement dans l'informel et peu de jeunes réussissent à obtenir les aides prévues pour les agriculteurs ayant un statut formalisé (Amichi et al., 2015 a et b).

En Thaïlande, différents programmes d'appui à l'installation des jeunes en agriculture existent au niveau national. Les programmes nationaux et les initiatives d'appui plus locales prennent en compte la diversité des types d'engagement en agriculture souhaités par les jeunes (Phiboon et al., 2019). Ainsi, certains programmes proposent des formations spécifiquement en agriculture biologique, d'autres appuient une démarche entrepreneuriale, d'autres encore accompagnent l'émergence de leaders engagés dans le développement de leurs communautés. Cependant, ces programmes et ces initiatives locales disposent de ressources limitées et proposent avant tout des formations (Phiboon et al., 2019). Elles n'aident pas ou peu l'accès aux ressources productives (capital, foncier, etc.). Au total, les ressources allouées à l'appui à l'insertion des jeunes en agriculture en Thaïlande ne reflètent pas l'importance que cet enjeu, tel que présenté dans les stratégies agricoles nationales (Faysse et al., 2019).

Par ailleurs, les programmes existants pour appuyer l'insertion des jeunes en agriculture ont des limitations. En Tunisie (Gharbi et al., 2018) comme en Thaïlande (Phiboon et al., 2019), des programmes de distribution de terres publiques à des jeunes agriculteurs ont cherché à maximiser le nombre de bénéficiaires, ce qui a conduit à ce que chaque bénéficiaire reçoive une surface trop petite pour vivre correctement de cette terre seule. Au Maghreb comme en Thaïlande, les structures de formation agricole forment avant tout des ingénieurs et des techniciens, mais n'offrent que très peu de formations pour accompagner des jeunes porteurs de projets

d'installation à acquérir les différentes compétences (techniques, mais aussi en termes de gestion, de commercialisation, etc.) qui leur sont nécessaires.

Du fait de ressources limitées dédiées aux politiques publiques d'appui aux jeunes et parce que les jeunes ont souvent des difficultés à obtenir les aides prévues pour les agriculteurs ayant un statut établi, **la plupart des jeunes enquêtés dans les travaux présentés ici n'interagissent que ponctuellement ou pas du tout avec les dispositifs publics** (Phiboon et al., 2019 ; Naouri et al., 2019).

Les jeunes ont des besoins et demandes d'appui qui varient selon le type d'engagement en agriculture qu'ils souhaitent (Bouzidi et al., 2015b ; Phiboon et al., 2019). Les politiques publiques n'ont que peu prêté attention à ces différents besoins et demandes. C'est en partie dû à un manque de connaissance des différentes formes d'engagement des jeunes en agriculture. Une des raisons est qu'il y a peu d'organisations en Thaïlande et au Maghreb capables de représenter les jeunes auprès des pouvoirs publics. Les jeunes ruraux sont rarement considérés comme des interlocuteurs légitimes pour la conception de politiques publiques (Amichi et al., 2015a ; Faysse et al., 2019).

Enfin, les programmes d'appui à l'insertion des jeunes en agriculture ne sont pas suffisamment adossés à une vision globale de ce que devrait être l'agriculture familiale dans le futur au Maghreb et en Thaïlande. Dans le cas de la nouvelle stratégie marocaine dédiée aux jeunes ruraux, il est question qu'ils bénéficient d'un soutien en termes de formation, de mécanismes de financement et d'organisation en coopératives de services. Les jeunes devraient bénéficier d'une libéralisation du foncier collectif (Kadiri et Er-rayhany, 2019) mais sans pour autant que la nouvelle stratégie clarifie selon quel modèle agricole (intensif, agro-écologique, etc.).

Perspectives

Des dispositifs spécifiques pourraient être envisagés, pour aider les jeunes à accéder aux ressources productives ou bien pour leur donner des opportunités spécifiques lorsque les bénéficiaires de projet de développement ou d'allocation de terres sont choisis. Un tel appui ne doit pas concerner seulement les ressources matérielles mais aussi le renforcement des capacités.

Il serait utile de construire ces dispositifs publics d'aide spécifiques à l'installation des jeunes sur une meilleure connaissance **de leurs projets ou aspirations d'engagement en agriculture (agriculteur à temps plein, pluriactif, entreprise de service agricole), et des contraintes auxquelles les jeunes font face pour chaque mode d'engagement afin de permettre aux jeunes qui le souhaitent de construire un projet de vie en agriculture.**

Cette question est aussi pertinente dans des pays à haut revenu par habitant et qui ont mis en place depuis des décennies des politiques d'appui à l'installation des jeunes. En France et au Japon par exemple, les dispositifs actuels d'accompagnement à l'installation en agriculture, qui jusqu'à maintenant étaient construits sur un profil d'agriculteurs à temps plein, peinent à prendre en compte une diversité croissante de modes d'engagement des jeunes en agriculture (D'Allens et Leclair, 2015 ; McGreevy et al., 2019).

Enfin, pour que les rencontres entre les dispositifs publics et les jeunes qui souhaitent s'installer en agriculture se mettent en place sur le long terme, il serait utile d'accompagner le renforcement des associations et organisations professionnelles de jeunes, et de mieux les inclure dans les réflexions sur les politiques publiques d'aide à l'installation en agriculture et, plus généralement, concernant le futur de l'agriculture.

Références

Abdellaoui, E.H., Kadiri, Z., Kuper, M., & Quarouch, H. (2015). Composer avec l'État: voies d'engagement des jeunes diplômés dans l'agriculture au Maroc. *Cahiers Agricultures*, 24(6), 356-362.

Amichi, H., Kadiri, Z., Bouarfa, S., & Kuper, M. (2015a). Une génération en quête d'opportunités et de reconnaissance: les jeunes ruraux et leurs trajectoires innovantes dans l'agriculture irriguée au Maghreb. *Cahiers Agricultures*, 24(6), 323-329.

Amichi, H., Jamin, J. Y., Morardet, S., Gharbi, I., Azizi, A., Faidani, F., Ghaleb, M., Marlet, S., & Elloumi, M. (2015b). Le rôle du faire-valoir indirect dans le renouvellement générationnel des agriculteurs irrigants en Tunisie. *Cahiers Agricultures*, 25(3), 35004.

Aroussi Bachiri, N., Faysse, N., Abdellaoui, E. H., & Sebgui, M. (2015). Le retour des jeunes diplômés en zone rurale au Maroc: Quelles interactions entre trajectoires individuelles et projets collectifs? *Alternatives Rurales*, hors série Jeunes Ruraux, 37-47.

Barcellos, S. B. (2017). As políticas públicas para a juventude rural: o Pronaf jovem em debate. *Planejamento e Políticas Públicas*, 48, 150-173.

Bossenbroek, L., Van der Ploeg, J. D., & Zwartveen, M. (2015). Broken dreams? Youth experiences of agrarian change in Morocco's Saïss region. *Cahiers Agricultures*, 24(6), 342-348.

Bossenbroek, L., & Ait Mous, F. (2016). Défis des jeunes ouvriers agricoles, *Economia*, 27, 35-38.

Bossenbroek, L. (2019). Les ouvrières agricoles dans le Saïss au Maroc, actrices de changements sociaux ? *Alternatives Rurales*, 7.

Bouzidi, Z., El Nour, S., & Moumen, W. (2011). Le travail des femmes dans le secteur agricole: Entre précarité et empowerment—Cas de trois régions en Egypte, au Maroc et en Tunisie.

Gender and Work in the MENA Region Working Paper Series, n° 22. Population Council, Le Caire, Egypte.

Bouzidi, Z., Kuper, M., Faysse, N., & Billaud, J. P. (2015a). Mobiliser des ressources techniques et sociales pour s'installer: stratégies des jeunes ruraux au Maroc. *Cahiers Agricultures*, 24(6), 420-427.

Bouzidi, Z., Faysse, N., Kuper, M., & Billaud, J.P. (2015b). Les projets des jeunes ruraux : des stratégies diversifiées pour accéder au foncier et obtenir l'appui de l'État. *Alternatives Rurales*, hors série Jeunes Ruraux, 13-24.

D'Allens, G., & Leclair, L. (2015). Prendre la clef des champs. Quelles visées politiques à l'installation paysanne? *Mouvements*, 84(4), 15-23.

Faysse, N., Phiboon, K., & Filloux, T. (2019). Public policy to support young farmers in Thailand. *Outlook on Agriculture*, 48(4), 292-299.

Faysse, N., Bouzidi, Z., Kadiri, Z., Abdellaoui, E., Chattou, Z. (2015). Les jeunes ruraux aujourd'hui. Edito. *Alternatives Rurales*, hors-série Jeunes Ruraux, 4-12.

Faysse, N. (2019). Renewing the engagement of young people in farming in Thailand: Possible pathways. *Outlook on Agriculture*, 48(4), 271-272.

Faysse, N., Aguilhon, L., Phiboon, K., & Purotaganon, M. (2020). Mainly farming... but what's next? The future of irrigated farms in Thailand. *Journal of Rural Studies*, 73, 68-76.

FFTC-RDA (Food and Fertilizer Technology Center for the Asian and Pacific Region – Rural Development Administration) (2014). *Proceedings of the International Seminar on Enhanced Entry of Young Generation Into Farming*. Jeonju, South Korea, 21-23 October.

Filloux, T., Faysse, N., & Pintobtang, P. (2019). The long road to becoming a farmer: Thai agricultural students' plans. *Outlook on Agriculture*, 48(4), 273-281.

Ftouhi, H., Hadioui, M., Hddi, K., Tajni, S., Faysse, N., Bouzidi, Z., Abdellaoui, E., & Essadiki, A. (2015a). L'implication des jeunes ruraux dans les projets de développement dans la préfecture de Meknès et la province d'El Hajeb. *Alternatives Rurales*, hors série Jeunes Ruraux, 25-36.

Ftouhi, H., Kadiri, Z., Abdellaoui, E.H., & Bossenbroek, L. (2015b). Partir et revenir au village. Mobilité non permanente des jeunes ruraux dans la région du Saïss (Maroc). *Cahiers Agricultures*, 24, 372-378.

Ftouhi, H., Mahdi, M., & Kadiri, Z. (2016). Jeunes ruraux au chevet du territoire. *Economia*, 27, 39-42.

Ftouhi H., Kadiri Z., & Mahdi M. (2020). The civil society, the commune, the parliament: strategies for political of young rural leaders in the province of El Hajeb, Morocco. *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 28, 86-103.

Gharbi, I., Elloumi, M., Jamin, J. Y., & Maayoufi, D. (2018). L'attribution de terres domaniales irriguées aux jeunes ruraux en Tunisie: création d'emplois durables ou mise en place d'exploitations non viables? *Cahiers Agricultures*, 27(4), 9.

Hamamouche, M.F., Kuper, M., & Lejars, C., (2015). Émancipation des jeunes des oasis du Sahara algérien par le déverrouillage de l'accès à la terre et à l'eau. *Cahiers Agricultures*, 24, 412-419.

IFAD (2019). *Creating opportunities for rural youth. 2019. Rural development report*. Roma: Italy.

Kadiri, Z., Tozy, M., & Mahdi, M. (2015a). Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc. *Cahiers Agricultures* 24(6), 428-434.

Kadiri, Z., & Errahj, M. (2015b). Leadership rural au Maroc, entre jeunes et notables. *Alternatives rurales*, hors série Jeunes Ruraux, 57-68.

Kadiri, Z., & Er-rayhany, H. (2019). La politique foncière de privatisation des terres collectives à l'épreuve des réalités d'appropriations et des conflits. *Alternatives Rurales*, 7.

Kechiche, M.S. (2019). Crise du secteur agricole : Le cri de détresse des agriculteurs. La Presse. Article du journal tunisien *La Presse* téléchargé en avril 2020 de <https://lapresse.tn/26033/synagri-crise-du-secteur-agricole-le-cri-de-detresse-des-agriculteurs/>

McGreevy, S.R., Kobayashi, M., & Tanaka, K. (2019). Agrarian pathways for the next generation of Japanese farmers. *Canadian Journal of Development Studies*, 40(2), 272-290.

Naouri, M., Hartani, T., & Kuper, M. (2015). Mobilités des jeunes ruraux pour intégrer les nouvelles agricultures sahariennes (Biskra, Algérie). *Cahiers Agricultures*, 24(6), 379-386.

Phiboon, K., Cochetel, C., & Faysse, N. (2019). Support programmes and the diversity of young farmers in Thailand: A good match? *Outlook on Agriculture*, 48(4), 300-308.

Quarouch, H., Kuper, M., & Lejars, C. (2015). Recevoir la parole des institutions et la leur retourner : parcours agricoles de jeunes ruraux diplômés-chômeurs dans le Saïss – Maroc. *Cahiers Agricultures*, 24, 349-356.

Rigg J., Salamanca, A., Phongsiri, M., & Sripun, M. (2018). More farmers, less farming? Understanding the truncated agrarian transition in Thailand. *World Development*, 107, 327–337.

Ruiz Salvago, M., Phiboon, K., Faysse, N., & Nguyen, T.P.L. (2019). Young people's willingness to farm under present and improved conditions in Thailand. *Outlook on Agriculture*, 48(4), 282-291.

Sakketa, T.G. (2018) *Ethiopian youth in agriculture: relative deprivation, well-being and occupational choices*. Thèse de doctorat, University of Bonn, Germany.

Vargas Winstanley, S. (2018). *Análisis de compromisos regionales e intervenciones públicas a favor de los jóvenes rurales en América Latina ¿ institucionalizando esfuerzos?* Instituto de Estudios Peruanos. Document de travail n° 250.

Zagata, L., & Sutherland, L.A. (2015). Deconstructing the 'young farmer problem in Europe': towards a research agenda. *Journal of Rural Studies*, 38, 39–51.